

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

## Les ouvriers textiles portugais de Roubaix, un contexte local et un groupe social d'origine politisés :

Miguel da Mota

Les anciens ouvriers textiles de Guimarães et de Covilhã représentent une part significative des immigrés portugais installés dans l'arrondissement de Lille entre 1962 et 1975.

Parmi les individus nés au Portugal et inscrits au consulat de Lille depuis 1975, deux origines locales se détachent. Il s'agit des originaires<sup>1</sup> de Guimarães et de Covilhã qui représentent respectivement 20,1 et 10,3 % des Portugais de l'arrondissement de Lille inscrits au consulat entre 1975 et 1999. Ces deux zones sont les deux plus grands pôles textiles portugais.

C'est un point commun décisif avec Lille-Roubaix-Tourcoing à l'origine de réseaux d'émigration liés à l'industrie textile.

Ces trois zones d'étude furent d'abord liées de la fin du XIX<sup>e</sup> s jusqu'aux années 1960 par la fourniture de machines, de techniciens et d'ingénieurs-conseils nordistes au Portugal et l'envoi, dans l'autre sens, des fils de patrons textiles à l'école textile de Roubaix qui jouissait d'une réputation internationale comme celle de Leeds ou de Verviers. Mais ces liens n'ont eu de répercussions migratoires significatives qu'à partir du milieu des années 1960.

% des natifs de la zone dans le total des natifs du Portugal		
	d'après les actes d'Etat-Civil 1919-1961 <sup>2</sup>	fichier du consulat, années d'inscription : [1975 –1999] <sup>3</sup>
district de Braga	17,07	32
<b>concelho de Guimarães<sup>4</sup></b>	4,88	20,1
district de Castelo Branco	14,63	16,4
<b>concelho de Covilhã<sup>5</sup></b>	4,88	10,3
concelho de Porto	9,76	env 2,35
concelho de Leiria	9,76	env 0,2

Guimarães et Covilhã ont des profils sociologiques et industriels très marqués par l'industrie textile. Le concelho<sup>6</sup> de Guimarães se trouve au nord du pays, dans la vallée de l'Ave, petit fleuve qui a fixé, à la fin du XIX<sup>e</sup> s, une nébuleuse d'usines et ateliers dédiés à la transformation du coton.

Dans les trois concelhos inférieurs du cours dont fait partie Guimarães, sont regroupés 90% des actifs de l'unité territoriale<sup>7</sup> correspondant à l'ensemble de la vallée où la densité était de 368 hab/km<sup>2</sup> au recensement de 1981. C'est fort élevée pour le Portugal.

Les autres industries fortement représentées sont la chaussure et la coutellerie. Dans le concelho de Guimarães, au recensement de 1970, on a évalué le secteur 2<sup>e</sup> à 71% des actifs. Certaines localités de plusieurs milliers d'habitants atteignaient 91%.

Les secteurs du textile et du cuir occupaient encore en 1986, 76,9% des actifs industriels du district de Braga<sup>8</sup>. En 1944, Guimarães concentrait 13,9% des fuseaux et 16,5% des métiers à tisser de l'industrie cotonnière nationale, le val de l'Ave, 48 et 53%. L'agglomération de Guimarães présente encore largement un aspect mono-industriel. En 1994, le syndicat textile de Guimarães ne recensait pas moins de 917 entreprises textiles dans la zone qu'il couvre<sup>9</sup> dont, il est vrai, beaucoup de petits ateliers familiaux à la limite de la clandestinité.

<sup>1</sup> «origine» s'entend ici comme lieu de naissance

<sup>2</sup> arrivées en France probables entre 1917 et 1931

<sup>3</sup> arrivées probables en France entre 1964 et 1975

<sup>4</sup> Il appartient au district de Braga qui en compte 13.

<sup>5</sup> Il appartient au district de Castelo Branco.

<sup>6</sup> Division territoriale, politique et administrative portugaise correspondant à la taille d'un arrondissement français.

<sup>7</sup> NUTS III

<sup>8</sup> Un district compte une dizaine de concelhos. Il correspond aux petites régions françaises en taille mais a des attributions plus importantes.

<sup>9</sup> soit approximativement le concelho de Guimarães.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Covilhã fut jusqu'aux années 1970 le seul véritable pôle industriel à plus de 50 km de la côte. Sa spécialisation est encore plus poussée et la ville produisait, en 1914, 50% des lainages portugais, 43,2% en 1962 et encore un tiers en 1990.

En 1969, d'après les chiffres officiels de la corporation des industries lainières, sur 23 393 actifs que comptait la branche au Portugal, 8773 étaient employés dans les usines et ateliers de Covilhã et alentours.

Sur les 72 957 habitants dénombrés dans ce concelho au recensement de 1960, 13,6% étaient des salariés du secteur lainier, soit 40% environ des actifs. Covilhã, peuplée de 23 595 habitants, comptait 8 099 emplois textiles.

Entre juillet 1957 et août 1976, parmi 421 ouvriers textiles de Covilhã qui ont quitté leur entreprise pour émigrer en indiquant le pays de destination, 90% se sont installés en France<sup>10</sup>.

<b>La très forte spécialisation des Covilhanenses et des Vimaraneses de l'arrondissement de Lille dans le textile :</b>			
		textile, habillement	B.T.P.
R.G.P. 1982 INSEE, résultats de l'agglomération de Lille	Portugais	35,4%	36,5%
	Portugaises	55%	
1 <sup>ère</sup> activité dans les registres d'Etat-Civil, période 1963-99	Hommes nés à Covilhã	49% hors manœuvres <sup>11</sup>	9% hors manœuvres
	Femmes nées à Covilhã	70,1%	
	Hommes nés à Guimarães	47% hors manœuvres	13% hors manœuvres
	Femmes nées à Guimarães	81,6%	

Pour avoir atteint dans les communes étudiées grâce aux registres d'Etat-Civil<sup>12</sup> un tel niveau de spécialisation, il est probable que la plupart des Covilhanenses et des Vimaraneses exerçait déjà une activité textile avant le départ. Tous les anciens des usines textiles de Covilhã et Guimarães ayant été employés dans cette branche à Lille-Roubaix-Tourcoing, ont affirmé y avoir trouvé du travail presque immédiatement.

Dans l'arrondissement de Lille, les Vimaraneses<sup>13</sup> et les Covilhanenses<sup>14</sup> sont plutôt des ouvriers textiles venus clandestinement. Le caractère majoritairement clandestin de l'immigration portugaise des années 1962-1975 complique le repérage des professions exercées avant le départ et le suivi des parcours migratoires.

On savait à Guimarães comme à Covilhã, dans le milieu textile, l'existence d'une alternative plus séduisante au nord de la France où vivait déjà un ami ou un cousin. Elle offrait en outre la possibilité de trouver facilement du travail à sa femme et aux aînés, et par conséquent d'opérer un regroupement familial rapide et très profitable sur le plan de la constitution d'économies.

**Les Portugais de France passent pour de « bons » immigrés et ils s'en targuent assez souvent. Derrière les signes tangibles ou les préjugés qui nous amènent à voir d'abord en eux des travailleurs durs à la tâche et disciplinés, politiquement apathiques et empreints souvent d'un conservatisme catholique et rural, une autre réalité peut se cacher.**

**A Guimarães et Covilhã, les autorités locales, le patronat et les forces de police n'avaient pas du tout la même vision de ces masses d'ouvriers textiles dont beaucoup finirent par s'installer à Lille-Roubaix-Tourcoing . Ce regard était porté au travers du filtre idéologique d'une dictature, l'*Estado Novo*, dont la grande phobie était de voir se former un prolétariat politisé, disponible pour la lutte des classes et le renversement des valeurs « nationales » et « chrétiennes ».**

**Bien qu'excessive, ce n'était pas une crainte non fondée et surtout dans les bastions ouvriers.**

<sup>10</sup> source : fichier du syndicat et de deux grandes entreprises : *Nova Penteação* et *Empresa Transformadora de Lãs*.

<sup>11</sup> Dans les registres, les hommes originaires de Covilhã et de Guimarães sont respectivement 14 et 19% à occuper un poste de manœuvre sans que l'on puisse savoir de quel secteur d'activité il s'agit.

<sup>12</sup> Elles sont au nombre de 15, et sont peut-être un peu plus orientées vers le textile que l'ensemble des communes qui forment l'agglomération de Lille au sens de l'INSEE.

<sup>13</sup> adjectif signifiant « de Guimarães ».

<sup>14</sup> « de Covilhã »

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

**L'histoire des luttes sociales et politiques à Covilhã et Guimarães, de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale à la Révolution des Œillets de 1974, met en évidence l'émergence d'un prolétariat urbain de plus en plus frondeur et de meneurs très organisés gagnés au communisme ou sympathisants.**

**Les ouvriers dont nous allons analyser le milieu d'origine et celui d'accueil étaient loin de correspondre dans leur diversité à l'idée reçue qu'ils ont contribué à répandre. Certains ont été des militants de grande envergure, beaucoup étaient politisés.**

1	Méthodologie de l'analyse quantitative et qualitative de la politisation :.....	3
	L'évaluation de l'investissement politique et syndical au Portugal doit prendre en compte les caractéristiques du régime.....	3
	Les formes de mobilisation politique et syndicale :.....	4
2	Le prolétariat textile de Guimarães et Covilhã était traversé par de puissants courants anti-salazaristes :.....	6
	Une vie de misère sous le poids de la toute-puissance patronale et du contrôle policier.....	6
	Covilhã : une citadelle ouvrière : .....	7
	Un milieu ouvrier travaillé par l'opposition politique :.....	7
	L'implantation communiste :.....	8
	Tortosendo, <i>A vila vermelha</i> : le bourg rouge.....	10
	Guimarães : un contexte beaucoup moins favorable :.....	11
	Quel rôle ont joué les communistes ?.....	12
	Confirmation de la politisation ouvrière pré-révolutionnaire par l'importance du vote de gauche et d'extrême-gauche en 1975 et 76 :.....	13
	A Covilhã : .....	13
	A Guimarães :.....	14
3	Politisation et émigration :.....	16
	Les militants et les sympathisants des luttes politiques et ouvrières :.....	16
	L'ensemble des ouvriers :.....	17
	Sanctions patronales et émigration :.....	17
4	Manifestations de la politisation spécifique des ouvriers textiles de Guimarães et de Covilhã installés dans l'arrondissement de Lille :.....	18
	Conclusion.....	21

## **1 Méthodologie de l'analyse quantitative et qualitative de la politisation :**

### **L'évaluation de l'investissement politique et syndical au Portugal doit prendre en compte les caractéristiques du régime.**

Les critères de l'historiographie française ne livreraient qu'une vision partielle du phénomène. L'histoire ouvrière et politique du Portugal depuis 1928, et surtout jusqu'à la fin de la Révolution des Œillets en 1976, a été façonnée par l'*Estado Novo*. Les luttes politiques et ouvrières ont adopté des modalités spécifiques.

Le régime était animé par l'obsession d'empêcher toute consciencialisaton, protestation ou contestation hostile, qu'elle soit individuelle ou collective. Il faut également évaluer les luttes et l'état d'esprit des ouvriers dans les deux localités que nous étudions à la lumière du contrôle social et politique très étroit propre au conservatisme, au conformisme et au manque d'instruction de la société portugaise. Ainsi, d'après le recensement de 1960, 17,4% des actifs de l'industrie de transformation déclaraient ne pas savoir lire, mais il faudrait ajouter à ce pourcentage élevé la majorité des 29,3% qui ont déclaré savoir lire mais n'avaient pas été scolarisés.

L'abaissement d'un an de la durée de scolarité obligatoire met en lumière certains rapports de cause à effet entre la volonté étatique de corseter les libertés individuelles ou citoyennes et l'apathie politique fréquente entretenue par l'ignorance de masse.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Le régime était de parti unique, l'opposition pourchassée par la police politique (PVDE, puis PIDE, et enfin la DGS), les grèves et manifestations interdites (dès 1932), l'édition et la presse soumises à la censure préalable, les publications jugées subversives (romans de Zola par ex), interdites.

La «libéralisation marcelliste»: Ne pas se laisser abuser par les faux-semblants de la période pré-révolutionnaire postérieure au remplacement de Salazar par Marcello Caetano à la tête du gouvernement le 23 septembre 1968. Le nouveau gouvernement a tenté d'élargir la base politique du régime sans rien céder sur l'essentiel jusqu'en 1970, puis, dans l'impasse, a usé de la répression politique après avoir laissé l'opposition démocratique s'organiser et progresser, notamment à l'occasion des législatives de 1969. Aucune ouverture n'avait été faite en direction du Partido Comunista Português.

Les affiliations partisans ou idéologiques, les résultats électoraux après le renversement de l'Estado Novo témoignent-ils fidèlement d'une politisation pré-révolutionnaire ?

L'intense bouillonnement politique de la période 1972-1976 a provoqué de nombreux reclassements :

Erosion de l'emprise communiste sur l'ensemble de l'opposition dès avant la Révolution (1972-1974) : développement des groupuscules gauchistes rivaux, émancipation des franges démocrates mobilisées antérieurement par l'action du Parti, recrutement de nouveaux activistes et sympathisants non communistes par la CDE, ré-introduction du Parti Socialiste en 1973...

Incapacité du Partido Comunista Português de faire valoir en termes électoraux son énorme légitimité anti-salazariste :

Coups et contre-coups révolutionnaires jusqu'en 1976 : les communistes ou les militants syndicaux de la 25<sup>e</sup> heure ne sont pas des révélateurs fiables d'une mobilisation pré-révolutionnaire.

Les déconvenues électorales du Partido Comunista Português sont plus en rapport avec le rejet dont a fait l'objet son attitude au cours de la Révolution qu'avec son rôle antérieur à la Révolution des Oeillets. En effet, le Partido Comunista Português n'est pas parvenu à capitaliser en termes électoraux sa légitimité anti-salazariste. Aux 1<sup>ères</sup> élections libres, les législatives du 25 avril 1975 pour la formation de l'Assemblée Constituante, le Parti n'est arrivé, au niveau du pays, qu'en 3<sup>e</sup> position avec 12,52% des votes, soit le tiers des voix recueillies par les socialistes. Il progressait légèrement l'année suivante, le 25/04/76, lors du scrutin pour la formation de l'Assemblée de la République, en regroupant au niveau portugais 14,56% des suffrages.

### **Les formes de mobilisation politique et syndicale :**

#### **Nos choix méthodologiques pour l'évaluation de la mobilisation politique sous l'Estado Novo :**

La *Révolution des Oeillets* est une bonne césure politique dans la mesure où les arrivées de Portugais en France, comme à Lille-Roubaix-Tourcoing, se sont rapidement tassées en 1974-75.

-On peut considérer dans une large mesure que le départ en masse des émigrants, a fortiori majoritairement clandestin, répréhensible et régulièrement réprimé, était une forme de dénonciation consciente ou non de l'Estado Novo. Les Portugais, empêchés de faire évoluer leur situation personnelle et celle du pays dans sa globalité, frustrés de ne pas pouvoir exprimer leur mécontentement dans la rue, à l'usine ou électoralement, sanctionnaient le régime en faisant leurs valises.

- Le nombre des syndiqués auprès des « syndicats » corporatistes officiels dirigés par des fidèles du régime sélectionnés, voir imposés, n'indique rien. L'inscription au « syndicat » était même obligatoire depuis 1939, bien qu'inégalement respectée.

-Il est peu rigoureux de traiter d'action syndicale au sens propre du terme dans la mesure où l'objectif assigné aux syndicats contrôlés par le régime était justement de servir de relais en milieu ouvrier, de canaliser, endiguer et même empêcher les revendications et tentatives de mobilisation. Celles-ci ne pouvaient s'épanouir qu'à la marge ou dans la clandestinité, bien souvent avec l'appui ou à l'initiative des anarchistes (jusqu'à la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale) et des communistes.

L'entrisme des militants du Parti ou des démocrates dans les directions syndicales à partir de 1961 à Covilhã et de 1972 à Guimarães permit une réappropriation partielle ou totale par les ouvriers et leurs élites militantes de ces structures récupérées et dénaturées qui avaient été mises au service de l'Estado Novo.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Est-il possible d'isoler le combat « syndical » des ouvriers du combat politique ? Dans le cadre du régime corporatiste, l'industrie était partiellement administrée au nom du « *condicionalismo industrial* ». L'Etat réglementait les grilles de salaire, les importations de matières premières, les exportations, autorisait ou non la modernisation des unités et leurs projets d'extension. Parallèlement, il tentait d'imposer la paix sociale par une répression au service du patronat. Dès lors, les ouvriers et les communistes assimilaient le plus souvent les intérêts de leurs patrons à ceux du régime et n'établissaient que rarement la distinction dans leurs attaques.

Pourtant, on savait parfaitement à Covilhã comme à Guimarães que la direction d'une poignée d'entreprises se comportait du mieux qu'elle pouvait avec ses salariés, que certains patrons démocrates se défiaient des institutions.

Les responsables communistes pouvaient agir assez librement dans quelques entreprises et recevaient parfois le soutien ponctuel de leurs patrons sous la forme du refus de dénoncer à la PIDE les activistes, de démarches pour les faire libérer, d'achat de la presse du Parti, de prêt de véhicules, de dons. On se retrouvait régulièrement entre membres du Parti et patrons, médecins ou avocats démocrates lors de commémorations républicaines clandestines ou tolérées.

Il y eut, jusqu'à la Révolution des Œillets, une relative fusion née d'une communauté de vues et d'intérêts entre communistes et démocrates. A Covilhã, parmi les 115 militants démocrates recensés à partir de l'analyse de 52 dossiers de police politique<sup>15</sup>, 19 étaient des sympathisants ou des adhérents du Parti dont le nombre atteignait le total de 143.

-Par contre, les participations extrêmement massives aux élections syndicales auxquelles concouraient des militants ou des sympathisants du Partido Comunista Português ou de simples démocrates dont l'opposition aux institutions était clairement identifiée, sont hautement significatives.

-S'appuyer sur l'exposition forcément consciente et assumée aux risques de la répression politique (la redoutée PIDE et ses auxiliaires qu'étaient la police (PSP), la gendarmerie (GNR), son réseau d'agents et d'informateurs) ou même patronale, introduit des biais. En effet, les chefs de famille, les plus pauvres qui ne pouvaient pas se permettre un licenciement ou l'emprisonnement, ceux qui pouvaient perdre un statut économique et social enviable et n'étaient pas protégés par leur notabilité, nombreux étaient ceux pour lesquels verser dans l'activité illégale demandait plus de résolution. Par ailleurs, la veulerie peut masquer des convictions fortes.

**-Toutefois, on ne peut se passer de mesurer la fréquence de cette exposition. Il faut l'apprécier en fonction de la dureté de la répression, bien que cette dernière se soit exercée inégalement et par à coups.**

-Mobilisation individuelle, en dehors de toute affiliation idéologique ou à une organisation :

Fréquemment sous l'effet de l'intense propagande communiste dans les pôles industriels et des activités des démocrates (vieux républicains, nouveaux opposants suscités par la campagne présidentielle de Humberto Delgado de 1958, mouvance CDE) ou des catholiques progressistes (JOC, LOC, évêque de Porto).

-lectures illégales de publications interdites : On pouvait être condamné pour la possession d'un journal communiste (*o Avante, o Textil, o Militante...*) ou même d'une simple photographie de Staline (Guimarães, 1944), voir d'un reçu d'une quête pour le *Secours Rouge International* ou une radio communiste clandestine (Covilhã, 1963). Tout ce qui avait trait au Parti ou aux idéologies d'extrême-gauche vous condamnait, les livres de littérature, très peu.

-participation effective aux réunions (même autorisées), actions, manifestations hostiles au régime ou au patronat, *a fortiori* à leur organisation. En 1946, pour le simple fait d'avoir été raflé au cours de la dispersion d'attroupements, des dizaines d'ouvriers sont restés des mois en prison.

-appartenance aux organisations tolérées (MUD, CDE) ou illégales (Partido Comunista Português, organisations gauchistes). Plus d'un an de prison.

-responsabilités au sein du Parti. Plusieurs années de prison, de 2 à 5 et demi à Covilhã et Guimarães.

---

<sup>15</sup> Dossiers disponibles aux Archives Nationales. Ils concernent 222 personnes s'étant manifestées contre le régime.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

La PIDE, police politique, ainsi que les tribunaux, assimilaient couramment toute activité illégale au militantisme communiste, le Partido Comunista Português étant l'ennemi déclaré du régime et sa bête noire depuis son passage à la clandestinité en 1929.

Il ne s'agissait qu'en partie d'une paranoïa répressive tant la lutte du Parti était polymorphe, discrète, tentaculaire. Les états de bons et loyaux services communistes de 1961 à 1968 d'un natif de Covilhã, João Fiadeiro, en sont une parfaite illustration. Suite à son ascension fulgurante dans le Parti, il a eu en charge, au retour de son long stage à Moscou en 1965, le secteur militaire du Partido Comunista Português et est parvenu à recruter au sein des officiers d'écoles militaires, du service cartographique de l'Armée et de la gendarmerie. Devenu gauchiste, après s'être mis au ban du Parti, il retourna dans la région de Covilhã pour travailler à l'usine.

## **2 Le prolétariat textile de Guimarães et Covilhã était traversé par de puissants courants anti-salazaristes :**

### **Une vie de misère sous le poids de la toute-puissance patronale et du contrôle policier.**

Les conditions de vie étaient souvent sordides, pour les ruraux aux revenus très faibles mais qui avaient un petit patrimoine foncier, la fierté d'une certaine indépendance et mangeaient à leur faim, certainement encore plus pour les ouvriers textiles non qualifiés ou apprentis dont le seul salaire ne garantissait pas l'accès à une alimentation correcte.

Les taux de mortalité infantile élevés résumant parfaitement l'état sanitaire de ces populations :

D'après l'*Instituto Nacional de Estatísticas* en 1972 : taux de mortalité des enfants de moins de 1 an : concelho de Guimarães : 58,8 pour mille, concelho de Covilhã : 42,9, district de Lisbonne : 27,4.

L'indignité matérielle de la condition ouvrière suscitait des mouvements revendicatifs dont l'intensité était fort variable selon le contexte industriel et les traditions militantes locales.

D'après les auteurs du vol 7 de *Historia de Portugal*, environ 1/3 des familles portugaises ne disposaient pas, en 1973, du revenu minimum pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

A Covilhã, ville isolée de l'intérieur à mono-activité lainière, les prix des biens de consommation, notamment ceux des denrées, étaient élevés. D'après les relevés des prix effectués sur le marché principal par les services municipaux, le coût d'un repas équilibré et consistant pour un ouvrier est passé de 7,84 esc en juillet 1961 à 14,41 en juillet 1968 pour se stabiliser ensuite. A partir d'une base constituée des salaires journaliers (dimanche non payé) au moment du départ à l'étranger pour 62 ouvriers et 102 ouvrières textiles de Covilhã entre 1965 et 1973, on a calculé que ces émigrants gagnaient en moyenne 48,6 esc pour les hommes et 36 pour les femmes. Quelques anciens tisserands de Guimarães ont témoigné de ce que jusqu'au début des années 1960, bien que la morue soit le plat national portugais, beaucoup n'en mangeaient qu'à Noël. Les œufs étaient préférés à la viande trop chère que l'on ne consommait souvent qu'une fois par semaine. Même les ouvriers ruraux qui pratiquaient le petit élevage domestique préféraient vendre leurs bêtes et ne gardaient souvent pour leur consommation que les poules.

Les émigrants étaient loin d'être les plus à plaindre. L'émigration clandestine nécessitait un viatique de l'ordre de 3 à 10 000 esc, uniquement pour la rémunération des prestations d'un passeur dont les plus audacieux ou les mieux organisés pouvaient se dispenser. Par conséquent, ceux qui émigraient en masse avaient bien souvent amassé des économies ou pouvaient faire valoir leur solvabilité auprès de prêteurs.

Les moyennes des salaires des émigrants sont nettement supérieures à celles des gagne-misère qui formaient la masse des apprentis réels ou contraints.

On pouvait recevoir une paye d'apprenti jusque 23-24 ans malgré plus de 5 années d'ancienneté, surtout si l'on était une ouvrière. La lenteur à reconnaître la qualification des salariés était un procédé classique de compression salariale. En 1968, un apprenti gagnait entre 12 et 25 esc/j. Cette année-là, dans un effectif de 417 salariés, l'*Empresa Transformadora de Lãs* de Covilhã, rémunérait moins de 25 esc/j trente ouvriers et ouvrières. Les plus petits salaires ne permettaient pas plus d'émigrer facilement que de se nourrir suffisamment si on avait le malheur de ne pas bénéficier dans son foyer de revenus complémentaires.

Encore faudrait-il prendre en compte le temps partiel imposé quand, à certaines époques, l'industrie éprouvait des difficultés à écouler sa production. Les ouvriers de Guimarães en furent particulièrement victimes en

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

1956 et 1958. Cette crise a motivé l'appel d'Eduardo José Salgado Lobo du 26/10/57, prononcé lors d'une session de propagande électorale législative à Famalicão, dans lequel le meneur de l'opposition démocratique dressait d'abord un triste constat : « Ayant cherché à prouver qu'il existe une crise gouvernementale dans cette industrie [...] de nombreuses fabriques du district de Braga ayant fermé et les autres ayant réduit leur activité à 3-4 jours par semaine, [...] les démocrates [...] demandent aux députés salazaristes de visiter les fabriques du district. »

L'écart des salaires entre le Portugal et la France en 1962<sup>16</sup> donne un autre éclairage sur la pauvreté dans les deux concelhos.

Année 1962	Salaire moy/h Portugal	Salaire moy/h France
Filatures et tissages de coton (Guimarães)	4 escudos 33	15 escudos 61
Filatures et tissages de laine et autres fibres (Covilhã)	4 escudos 55	16 escudos 01

De fait, les ouvriers souffraient de carences alimentaires, étaient mal logés, insuffisamment vêtus en hiver et mal soignés.

La hausse des prix s'accélère dès 1965. A partir de 1972, l'inflation passe à 2 chiffres, 19,2% en 1973. Dans la plupart des entreprises textiles du pays, l'augmentation des salaires plus rapide que l'inflation a accru, parfois de façon très sensible, le pouvoir d'achat ouvrier. Loin d'être philanthropique, cet effet était surtout le fruit d'une plus grande efficacité des mouvements revendicatifs à partir de la fin des années 1960. Pour la 1<sup>ère</sup> fois au Portugal, c'est en mai 1974 qu'un salaire minimum a été fixé. Il était de 3300 esc par mois. En février 1968, à l'ETL, filature de Covilhã, le salaire le plus élevé d'un ouvrier textile avec plus de 10 ans d'ancienneté était de 2180 esc/mois, soit à peu près 3316 escudos de 1974.

Dans les années 1960 et jusqu'à la Révolution de 1974, les salaires, le coût de la vie et le pouvoir d'achat ouvrier à Guimarães ont eu les mêmes caractéristiques qu'à Covilhã.

### *Covilhã : une citadelle ouvrière :*

#### **Un milieu ouvrier travaillé par l'opposition politique :**

Il y avait à Covilhã et alentours une tradition anarcho-syndicale qui a marqué les mentalités et les comportements politiques.

L'anarcho-syndicalisme se manifeste pour la 1<sup>ère</sup> fois, d'après nos sources, en 1895, avec le lancement d'une série de feuilles anarchistes adressées aux ouvriers à un moment où cette mouvance part à la conquête de l'Association de Classe des Travailleurs Textiles de Covilhã.

*Propaganda* a vite été fermé par les autorités en l'absence d'autorisation, il a été remplacé dans les semaines qui ont suivi par *O Libertario*, puis *O Agitador* qui a pu paraître deux fois, suivi de *O Lutador*. Ces lancements cycliques de journaux morts-nés dont la parution a été durement réprimée étaient le fait de la même équipe. L'expérience ne semble plus avoir été renouvelée durant deux décennies avant la création de *O Trabalho*, organe du syndicat textile, en mars 1921, pour venir en soutien aux ouvriers alors en grève. 500 numéros ont été diffusés jusqu'à sa suspension *sine die* en 1933 lors de la transformation autoritaire des syndicats en instruments du régime. Antonio Quintela père, qui a eu pour fils un grand militant ouvrier, a fait partie de la direction du journal.

Cette tradition a été portée par quelques grandes figures.

En 1925, José Paladinho, alors jeune anarchiste, a tenté et raté l'assassinat d'un industriel de Covilhã particulièrement détesté des ouvriers dans un contexte de forte tension qui a précédé les grandes grèves de l'année suivante. Un séjour dans le sinistre camp de Tarrafal lui a enseigné la prudence et mis au contact de

<sup>16</sup> Pintado, Xavier : « Níveis e estruturas de salários comparadas : os salários portugueses e os europeus » in *Análise Social*, vol V, n°17, 1967

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

détenus communistes. Bien qu'anarchiste, il a été un artisan majeur de la relance du comité local du Partido Comunista Português à Covilhã en 1942-43, après son démantèlement en 1937. Il a exercé son patronage moral auprès des nouvelles générations de militants, ce jusqu'à la Révolution.

José Pires Duarte a forgé ses idéaux et son courage militant au contact d'anarcho-syndicalistes lisboètes durant son service militaire dans la capitale, au milieu des années 1920. Le 28 mai 1926, avec une poignée de camarades, il a participé à une prise d'assaut du Ministère de la Guerre qui tentait de faire obstacle au coup d'Etat militaire. Ayant réussi à s'échapper, après un bref passage à Covilhã, il a émigré en Espagne où il a adhéré au PS en 1929. Fort entreprenant, il a créé une cellule de 5 militants. Dès les mois qui ont suivi la proclamation de la 2<sup>e</sup> République en 1931, il fut élu vice-président de sa municipalité et président de la Maison du Peuple. A la veille de la guerre civile, en 1936, il était l'un des principaux dirigeants de Front Populaire de sa ville. Très tôt, il a été arrêté et failli être fusillé. Il s'est échappé une nouvelle fois et a repris le chemin de Covilhã. Il n'est sans doute pas étranger à la tentative de créer ce qui aurait été, d'après les rapports de police, un front populaire local basé à Covilhã et Tortosendo (petite ville située à 6 km). Doté de deux fausses identités et de deux surnoms, il a déjoué la vague de 21 arrestations et a pris la précaution de déménager une vingtaine de km plus loin.

Il s'est à nouveau manifesté en 1939 en organisant une grève dure de mineurs à Panasqueira, site minier du concelho de Covilhã.

Avec son camarade Paladinho et quelques autres, il a participé à la relance du comité local de Covilhã en 1942-43 dans la lancée des grandes grèves de novembre 1941. C'est lui qui hébergeait occasionnellement, en 1943 et en 1944, "Lourenço", le cadre national du Parti dépêché à Covilhã. En 1958, il fut l'hôte de "Leal" et a accueilli brièvement Alvaro Cunhal, le secrétaire général du Partido Comunista Português en personne après son évvasion de 1961, mais à une date inconnue. Il paraît manifeste qu'il a probablement hébergé bon nombre des représentants nationaux du PC en déplacement à Covilhã, de 1943 jusqu'au début des années 1960. C'est encore lui qui a créé une cellule à Alcains à un moment mal déterminé antérieur à 1947. Ayant réussi l'exploit de ne jamais se faire arrêter au Portugal, d'après nos sources, et ayant usé de plusieurs identités tout au long de quatre décennies d'engagement intrépide, il n'a pas de dossier de police politique à son nom et sa personnalité reste nimbée d'une aura légendaire.

Ces deux précurseurs et fers de lance font plonger les racines de l'intense militantisme communiste covilhanense dans un anarchisme qui n'a pas semblé s'embarrasser beaucoup des distinctions et subtilités idéologiques, mais qui lui a donné une coloration particulière jusqu'au passage de relai à la 2<sup>e</sup> génération de responsables locaux vers 1959. Ce qui importait le plus était que les idéologies fussent de lutte radicale, simples et fédératrices. Joaquim Dias, personnage mal connu, a été, en 1932, le 2<sup>e</sup> militant cité dans les rapports de la PVDE, future PIDE, à avoir été arrêté à Covilhã avant que le Parti ne s'implante solidement. Avec Antonio Quintela, il a participé à la mise en place du comité local en 1937. Ce dernier est représentatif de l'ambiance anarchiste des débuts de la lutte contre l'*Estado Novo*, en cela qu'ont été retenues contre lui, après son arrestation en 1937, ses menaces réitérées « contre les bourgeois ».

### **L'implantation communiste :**

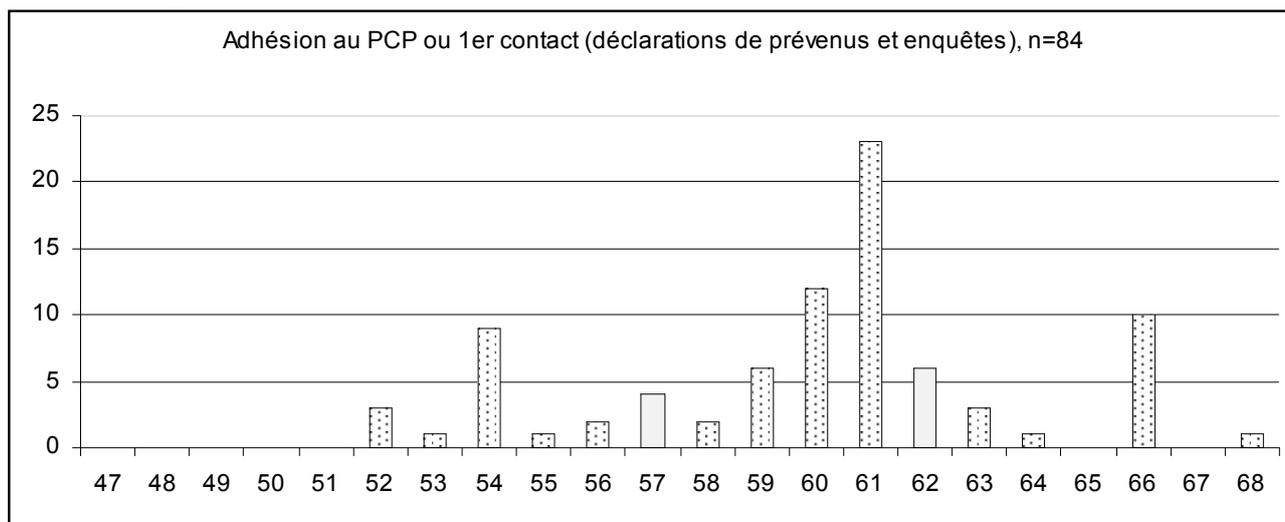
Les dossiers de police politique en sont la source fondamentale, mais parcellaire en cela que l'essentiel des dossiers antérieurs aux années 1960 ne reprennent en fait que l'enquête consécutive à l'arrestation ainsi que toutes les phases de l'instruction. La PVDE de l'époque n'exerçait pas à Covilhã une surveillance constante et ne bénéficiait pas encore de son réseau d'informateurs. Les enquêtes et opérations de police n'étaient lancées qu'après des voies de fait, ou lors de grèves. Par conséquent, pour peu que le prévenu n'ait pas été confondu, il restait souvent muet sur les ramifications et leurs mises en place.

On a découvert la première mention d'un réseau communiste en 1937, mais il était antérieur à ce qui fut cette année-là, la 1<sup>ère</sup> grande vague de répression qui s'est abattue sur le concelho depuis les débuts de l'*Estado Novo*. Le réseau communiste aurait été réactivé en 1942-43 dans le contexte porteur des grèves de 1941 et des pénuries, avant d'être brisé une 2<sup>e</sup> fois en 1946 par la rafle d'une centaine de grévistes.

Le tableau suivant comporte trois biais induits par sa source. Il sous-évalue le nombre de militants recrutés, fait apparaître des années d'entrée en activité tardives qui correspondent à la 1<sup>ère</sup> action avouée par un

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

prévenu ou constatée. Enfin, il ne rend pas compte de ceux dont l'activité était en sommeil ou discrète, comme celle de João Pires Duarte.



A la suite du renforcement en 1958-59 de toute l'opposition consécutive à la campagne présidentielle du général Delgado qui voulait démettre Salazar et renverser l'*Estado Novo*, on constate un regain d'attractivité communiste sur la composante ouvrière de l'opposition. C'est l'arrivée d'une jeune génération enthousiaste, mobilisée dans les rassemblements populaires des présidentielles et dont les plus prometteurs accèdent en 2-3 ans à la tête du réseau. Le régime avait été quelque peu ébranlé, c'était le premier avertissement sérieux. Il a été suivi dans tout le pays d'une vague de répression immédiate, puis de quelques cycles mobilisations/opérations policières. Covilhã et Guimarães n'y ont pas échappé. Ce fut pour le plus grand malheur des 16 militants arrêtés en 1963 dont 6 étaient entrés après 1958. Parmi ces derniers figurait le responsable du réseau régional, Manuel Rosinha. A la suite de ce coup dur, une fois la désorganisation et la peur surmontées, les recrutements ainsi que les activités ont été plus discrets parce que beaucoup plus habiles. L'effort s'est reporté sur des activités moins périlleuses que l'extension du réseau et la propagande communiste. Priorité a été donnée à l'infiltration du syndicat par le biais de la contestation interne des directions fidèles au régime et l'élection d'administrateurs communistes ou démocrates. Cette opération a été couronnée d'un succès rapide à l'origine d'une réactivation des luttes au sein des entreprises. Le Parti avait trouvé là un moyen de se rapprocher de la base tout en prenant moins de risques car il le faisait en avançant masqué.

La même stratégie a été appliquée à la plupart des associations ouvrières qui ont été transformées en centres d'opposition, de propagande et de lutte. Leurs arrières-salles servaient régulièrement de local aux militants communistes sous couvert de parties de cartes.

Un certain nombre d'initiatives, officiellement d'origine syndicale, furent d'inspiration communiste. 20 militants ou sympathisants identifiés, peut-être plus en réalité, se sont portés candidats aux postes de la direction syndicale au cours des 6 scrutins qui ont été réalisés de 1961 à 1972 pour un total de 39 candidatures. Deux en 1961, huit en 1963, neuf en avril 1966 et en 1969.

La PIDE en était réduite à une relative impuissance car elle ne parvenait pas à prouver leur affiliation au Parti. L'Institut National du Travail, dûment informé de la manipulation, a tenté plusieurs fois d'invalider les listes, de reporter les scrutins et n'a pas validé, en avril 1966, l'élection de la liste comportant 9 militants ou sympathisants communistes.

Conscients de la parade dès 1961, ces derniers ont tenté et réussi à présenter 8 des leurs, les moins compromis, sur les listes agréées... tout en les critiquant car ils concouraient également sur les listes d'opposition. C'est ainsi que 15 d'entre eux ont accédé à la direction, dont deux sur liste officielle. Toutes les listes d'opposition ont remporté des majorités écrasantes de vote avec des taux de participation plus élevés à partir de 1963. Elles ont pu s'assurer le contrôle partiel du syndicat à partir de cette année-là, sauf de 1966 à 1969, suite à l'intervention de l'INTP.

En juillet 1973, un informateur de la PIDE infiltré dans le syndicat le dépeignait comme un «authentique centre communiste».

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Sous la houlette des nouveaux dirigeants syndicaux engagés qui réalisaient jusqu'aux marges de la légalité tout ce que le PCP clandestin ne pouvait faire, la montée de l'esprit contestataire chez les ouvriers de Covilhã a suivi une pente de plus en plus raide jusqu'à des paroxysmes pré-révolutionnaires un an avant la Révolution.

Quelques chiffres de participation aux activités syndicales sont révélateurs.

Après le renvoi en avril de la direction formée en partie et soutenue par le Parti, un nouveau scrutin avait été convoqué en juin auquel ne concourait plus que la liste officielle. Les enjeux étaient très clairs. L'instruction donnée aux ouvriers par l'opposition était de boycotter. Ceux qui voulaient s'opposer à l'infiltration communiste savaient qu'ils devaient voter en masse. Sur un effectif d'environ 4000 inscrits, seuls « 40-42 », aux dires de l'informateur de la PIDE présent sur place, se seraient déplacés, 6 d'entre-eux auraient voté pour la liste agréée, les autres se seraient saisis de bulletins, en auraient rayé les noms, inscrit ceux des membres de l'ex-liste d'opposition avant de les insérer dans l'urne.

L'inflation du nombre de réunions de masse pour l'organisation de la lutte ouvrière et l'augmentation continue du nombre des participants sont également révélatrices. 300 ouvriers à 23h15 à la sortie du 2<sup>e</sup> tour des usines en novembre 1972, 600 à une assemblée de mars 73, 700 furent emmenés à une grande rencontre inter-syndicale à Montargil en juillet 73. Les locaux du syndicat ne comportant pas de salle pouvant accueillir plus de 200 personnes debout et serrées, ces vastes assemblées s'étendaient aux deux rues adjacentes où l'on suivait les débats amplifiés par des hauts-parleurs.

Dès le tout début des années 1970, le contrôle des activités d'opposition échappe aux organes de répression qui ne pouvaient plus que se contenter d'arrêter l'un ou l'autre en guise d'avertissement et pour multiplier les exemples, pour des durées de plus en plus courtes, car les meneurs n'agissaient plus en tant que membres ou proches du Parti mais comme adhérents d'un syndicat légal ou simples citoyens d'opposition. Il était de notoriété publique que le Parti, le syndicat et au moins un patron, Cristiano Cabral Nunes, s'engageaient à verser aux épouses l'équivalent du salaire de leur détenu politique de mari, tout comme on savait que les deux premières organisations soutenaient financièrement les grévistes licenciés. La Pide, rebaptisée DGS, ainsi que la police, étaient débordées par l'ampleur de la mobilisation ouvrière contre le régime et les abus patronaux, aussi bien que par le nombre des militants de base qui n'étaient plus seulement les communistes, mais également des démocrates, tant la politisation s'était étendue à d'autres sensibilités et intensifiée.

### **Tortosendo, *A vila vermelha* : le bourg rouge.**

Cette localité aux ouvriers particulièrement contestataires a donné à l'organisation locale du Partido Comunista Português quelques unes de ses grandes figures.

% des emplois textiles du concelho	Données rapportées au nombre de militants communistes dont l'adresse est connue et résidant dans le concelho.			
	Part des militants	Part des cadres locaux du Parti	Part des arrestations pour motifs politiques	Part des jours de détention
11,25	13/88	8/16	15/42	35,3%

Cette petite ville située à 6 km de Covilhã fut un milieu particulièrement propice au développement des luttes ouvrières et d'une véritable conscience de classe. La conflictualité du travail y était plus forte.

Moins surveillée que Covilhã, dépourvue de grandes usines modernes, le paternalisme patronal devait composer avec un rapport de force qui n'était pas toujours en sa faveur. Les entreprises familiales avaient moins les moyens que les unités florissantes d'acheter la paix sociale par des salaires motivants, des promotions ou l'emploi d'une main d'œuvre plus qualifiée. Beaucoup de patrons étaient issus de l'atelier. Vivant au contact de leurs ouvriers et les connaissant personnellement, ils étaient d'autant moins en mesure d'apaiser leurs velléités revendicatrices, comme on savait le faire dans les unités à organisation complexe et verticale, que, bien souvent, leur marge de manoeuvre économique résidait dans l'intensification du travail sans progrès technique substantiel.

À Tortosendo, d'après une enquête de la corporation de l'industrie lainière dont les résultats ont été envoyés aux entreprises dans sa circulaire du 7/12/62, seulement 21% des salariés de la branche travaillaient dans une unité de plus de 200 personnes, il n'y en avait d'ailleurs qu'une seule. Par contre, à Covilhã, on atteignait 41,3% et 100% à Unhais, isolat urbain blotti autour d'une seule usine de 539 ouvriers, d'après la même source.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

C'est à Tortosendo, très tôt dans l'histoire locale des luttes ouvrières sous l'*Estado Novo* puisque ce fut en 1937, que deux patrons, José Laureano de Moura e Souza et João Pontífice, sont intervenus auprès de la police et des autorités locales pour faire libérer une poignée d'activistes dont le fameux Quintela, issu lui aussi de cette localité<sup>17</sup>.

En 1957, la PIDE rapportait que quelques usines y étaient restées fermées le 1<sup>er</sup> mai, malgré l'avertissement préalable de l'Institut National du Travail aux patrons qui lui en avaient peut-être référé. C'était dans la région un fait inédit d'acceptation par des éléments du patronat d'une requête illégale de groupes d'ouvriers.

C'est encore à Tortosendo qu'une grève générale a été tentée, en vain, malgré quelques paralysations sporadiques, à l'annonce des résultats, évidemment frauduleux, de l'élection présidentielle de 1958.

Si la PIDE y évaluait, en 1967, à 120 les troupes des militants communistes, chiffre énorme au regard du gros millier d'ouvriers résidents, elle agrafait néanmoins, dans un rapport du 15 avril, les photos de 60 individus fortement suspectés. Enfin, on ne pourrait pas rendre compte de son climat rebelle sans prendre en considération la précaution prise par l'INT de placer, des années 1930 jusqu'à la fin des années 60, l'antenne locale du syndicat sous régime administratif afin de s'y prémunir contre le risque très important d'infiltration communiste par le biais de l'élection des dirigeants.

### *Guimarães : un contexte beaucoup moins favorable :*

Loin d'être aussi concentrée qu'à Covilhã, l'industrie se diffuse dans le bassin de l'Ave, le long du fleuve et de ses affluents. Point de ville mono-active qui emploie sur place plus de 8000 ouvriers mais, par contre, beaucoup d'usines contruites en zone rurale ou péri-urbaine. Guimarães était une ville dont les origines très anciennes et diverses expliquaient sa mixité sociale et l'éventail plus large de ses activités et des services à la population disponibles. Bien que comptant plus d'ouvriers textiles que le concelho de Covilhã, celui de Guimarães ne présentait pas la même sociabilité ouvrière, ni surtout l'effet de masse des grandes concentrations.

Le contrôle policier était plus aisé. Le chef-lieu n'est pas isolé à l'intérieur du pays. Il se trouvait à l'époque à 1h de Porto. La topographie peu escarpée de la ville, 70 m de dénivelé contre 330 à Covilhã, permet sa traversée par des avenues rectilignes et larges, ainsi que son quadrillage, quand, sur les flancs de la Serra da Estrela, tout n'est que rues en lacets, coins et recoins, escaliers.

L'histoire ouvrière du bassin de l'Ave a connu des paroxysmes, mais moins de soubresauts qu'à Covilhã. La 1<sup>ère</sup> grande grève recensée, en 1910, est assez tardive. Elle aurait mobilisé environ 5000 ouvriers qui revendiquaient des salaires égaux à ceux pratiqués à Porto, la mise à l'écart de contremaîtres sans vergogne et l'abolition des châtiments corporels. Augusto Castro Pereira, historien local, a dénombré 25 grèves de 1910 à 1926. Elles avaient des relents anarcho-syndicalistes. Une organisation de cette mouvance a été démantelée au milieu des années 1920 et José Torcato Ribeiro, de Guimarães, arrêté le 25 avril 1927 était tenu pour le chef du groupe des « Humanitarios ».

En 1915, suite au meurtre d'un ouvrier abattu par la gendarmerie lors d'incidents dans une usine de Pavidém, des groupes d'ouvriers en furie auraient assiégé et détruit partiellement une caserne avant de tenter de lancer une grève générale. Cette tentative a été réitérée le mois de décembre à Famalicão, une quinzaine de km plus loin, mais, cette fois-là, contre la cherté et la faim. Il y eut d'autres mouvements de grève importants en 1921 et 1924. Aux débuts de l'*Estado Novo*, la police aurait mis au pas les plus téméraires en jetant quelques uns d'entre eux en prison en 1932. Le 1<sup>er</sup> mouvement de masse sous Salazar fut motivé par les pénuries conjoncturelles de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, en 1943. La répression fut assumée par des renforts de gendarmerie venus de Porto, la police de Guimarães n'en venant pas à bout seule. Tous ces conflits se sont caractérisés en cela qu'il étaient à chaque fois la conséquence directe, soit d'un incident, soit de la cherté. Assez spontanés et consistant en un déferlement massif et brutal de colère bruyante, les vellétés de grève étendue se sont toutes brisées sur l'impréparation, l'amateurisme et surtout l'absence d'une structure capable de les organiser.

Avant que la dictature de Salazar ne mit la main sur tous les syndicats en 1934, il n'y avait eu à Guimarães qu'un syndicat croupion. Créée en 1911, l'*Association de classe des ouvriers de l'industrie textile de Guimarães* fut immédiatement victime de désaccords internes qui aboutirent en 1915 au retrait de son adhésion à l'*Union Ouvrière* pour des raisons idéologiques. L'association a vivoté jusqu'en 1934. Le premier administrateur d'un

---

<sup>17</sup> Rapport de la PVDE du 28/04/1937

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

syndicat textile corporatiste à avoir donné quelques signaux d'indépendance d'esprit autour de Guimarães est un représentant de l'antenne du syndicat textile à Braga-Frossos auteur d'une note adressée au siège et transcrite dans ses livres de correspondance le 13/06/1958 : « Il nous incombe [...] de porter à la connaissance de nos supérieurs ce que c'est que la misère dans la classe que nous représentons. » Pourtant, les syndicalistes étaient aiguillonnés par une base qui se défiait d'eux. En 1953 et l'année suivante, deux grèves ont ébranlé le calme apparent autour de Guimarães, avant qu'en 1956, ce ne soient des ouvriers au chômage de Fafe, ville située à une douzaine de km, qui défilent sous le drapeau noir de la faim.

### Quel rôle ont joué les communistes ?

Comme à Covilhã, quelques pionniers étaient issus de l'anarchisme. Un petit réseau avait réussi à se former avant 1944 dans la ville de Guimarães en relation avec un cadre du Parti venu de Porto. José Torcato Ribeiro l'a rapidement rejoint avant qu'il ne se fasse tout aussi rapidement arrêter avec une quinzaine d'autres, suite à une imprudence de son fils qui portait sur lui des photographies de Lénine et de Staline.

En février et mai 1949, deux nouvelles arrestations de communistes étaient réalisées, plus en vue d'adresser un avertissement aux militants tentés de remonter un réseau que d'en démanteler un.

Les résultats probants, les traces indéniables dans les mémoires et les archives de la PIDE d'une activité communiste efficace et résolue avant l'impulsion donnée par le 1<sup>er</sup> grand succès de l'opposition à l'occasion de la campagne présidentielle de 1958, sont inexistantes ou n'ont pas encore été découverts.

Il n'a été possible que de découvrir 18 militants antérieurs à 1958, dans tout le concelho, malgré la recherche dans le fichier des dossiers de police politique de pas moins de 125 noms différents de présumés opposants. Sur les 125 et sur la période 1944-1974, nous n'avons pu identifier et confirmer l'engagement que de 99 d'entre eux grâce aux 42 dossiers analysés et quelques entretiens. C'est trois fois moins que les 296 sympathisants et activistes covilhanenses référencés dans les rapports à partir de 1937 ou découverts au fil d'entretiens, alors que le concelho de Guimarães était, en 1970, presque exactement deux fois plus peuplé que celui de Covilhã et dans un environnement de forte densité démographique.

Entre 1958 et 1974, nous n'avons pu repérer que 25 communistes, uniquement dans le concelho qui nous intéresse, quelques sympathisants compris. Ils étaient très peu nombreux ou bien fort discrets. La 1<sup>ère</sup> possibilité peut se comprendre par l'apparition tardive du mouvement dans la région, son quasi-anéantissement en 1944 et les deux arrestations pour l'exemple décidées en 1949.

Ensuite, l'opposition démocratique, représentée ici par deux brillants tribuns, Antonio Macedo Varela et Eduardo José Salgado Lobo, bien qu'ils aient témoigné de profondes sympathies pour les communistes, a eu tendance à polariser les espérances et les efforts au détriment des autres formes d'activisme contestataire. C'est à partir de 1958 que l'opposition démocratique prend un essor assez rapide et populaire tandis qu'il faut attendre 1970 pour voir apparaître des initiatives communistes d'ampleur.

João Ribeiro, entré au Partido Comunista Português dans le bouillonnement de l'opposition consécutif à la présidentielle de 1958, avait l'assurance et la protection de son statut de chef du personnel à la Coelima, apprécié de sa direction et appuyé par elle auprès des autorités lorsqu'il en eut besoin.

Il a tenté avec des camarades de prendre en 1970 la direction de l'antenne du syndicat à Delães, petite ville où les ouvriers étaient probablement sous l'influence d'un petit noyau communiste. Cette entreprise mal préparée fut un échec.

Il réédita cette tentative en 1972, mais au siège de Guimarães. Sa démarche résolument unitaire l'amena, par stratégie et disposition d'esprit personnelle, à inviter sur sa liste des catholiques progressistes et même un salazariste inscrit à l'*União Nacional*, le parti unique. Il fut assez habile pour laisser de côté les différends idéologiques. Ces compagnons d'aventure, le soutien et l'entregent de son patron qui était loin d'être acquis au régime, secondés par l'action de propagande clandestine des militants du Parti, furent d'excellents gages de réussite. Les autorités ont laissé faire et la PIDE ne s'alarma probablement que le jour de l'élection, lorsque des milliers d'ouvriers convergèrent vers le siège pour voter en masse, ce qui ne s'était jamais vu, et refuser de rentrer chez eux tant que le dépouillement n'était pas validé et les résultats proclamés. Jusqu'à la proclamation vers 3h du matin de la conquête du syndicat par l'opposition grâce à environ 90% des voix, la place du Toural et la rue de Camões ne désemplèrent pas.

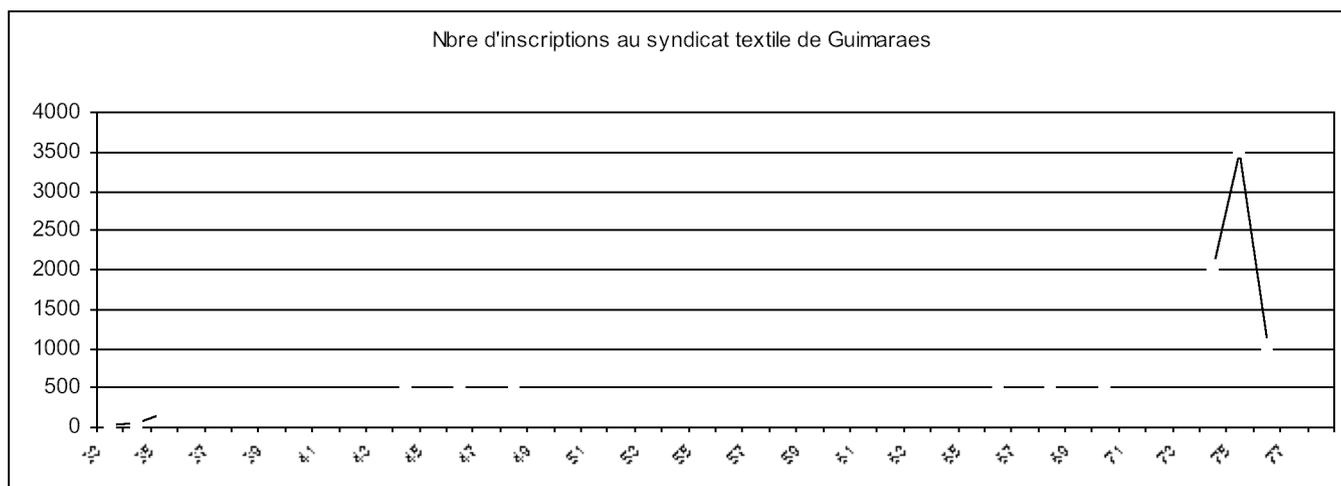
présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Que ce coup de maître ait pu être réussi sans entraves montre à quel point les autorités et la PIDE pensaient n'avoir rien à craindre à l'occasion d'une élection syndicale qui n'était habituellement qu'un exercice formel et sans danger.

Il met également en évidence le manque d'organisation du prolétariat local, ainsi que le manque de militants en son sein, à moins que ce n'ait été l'effet d'une grande discrétion de leur part. On peut tout de même être certain que s'il y avait eu des actions communistes notables avant 1972, la police politique aurait effectué des recherches qui auraient laissé des traces dans les archives et aurait surtout verrouillé l'accès à la direction syndicale.

L'énorme vague d'adhésions syndicales qui a suivi la victoire, aux dires des tous les témoins de l'époque, aurait été la manifestation de l'enthousiasme et de la confiance. L'élection a eu lieu en automne 1972. Ce sursaut d'intérêt pour le syndicat semble même l'avoir un peu précédée puisque ce sont 656 adhésions qui ont été reçues en 1972 contre 450 et 485 en 1968 et 1970.

Il a été prolongé et considérablement amplifié en 1974 et 1975, années révolutionnaires.



Il n'y eut pas de tel rattrapage à Covilhã. Probablement parce-que le syndicat y était, dans les faits, redevenu un organisme de défense et de promotion de la condition ouvrière depuis le milieu des années 1960.

Cela signifie t-il que les ouvriers vimaranenses étaient beaucoup moins politisés les années précédentes ?

***Confirmation de la politisation ouvrière pré-révolutionnaire par l'importance du vote de gauche et d'extrême-gauche en 1975 et 76 :***

### **A Covilhã :**

Vérifie t-on pendant et après la Révolution un particularisme politique du concelho<sup>18</sup> de Covilhã qui témoignerait d'une résistance particulière à l'*Estado Novo*, son idéologie et à la condition ouvrière qui en découlaient ?

Les scores électoraux de la gauche et de l'extrême-gauche sont l'indicateur le plus fiable, bien qu'il faille tenir compte des limites liées aux avanies subies par les communistes dès avant la Révolution.

Les deux scrutins libres des 25/04/1976 et 12/12/76, respectivement pour la formation de l'Assemblée de la République, puis pour l'élection des exécutifs locaux dans les freguesias et les concelhos donnent les résultats suivants.

				Législatives 25/04/76		Locales 12/12/76, pour la Chambre du Concelho		
	Classement par nbre décroissant d'ouvriers résidents ayant émigré <sup>19</sup>	Classement par nbre décroissant d'ouvriers	de nbre textiles	PS, en %	PCP, en %	PS en %	Partido Comunista Português	Extrême-gauche en %

<sup>18</sup> Equivalent en taille à un arrondissement français, le concelho est doté d'une certaine autonomie. Il possède un exécutif élu propre dont les attributions sont proches de celles du conseil municipal et du maire. Un concelho est formé de dizaines de freguesias qui possèdent chacune une assemblée élue aux pouvoirs très limités.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

		employés sur place en déc 1962 <sup>20</sup>				en %	
Portugal			35	14,6			
Concelho de Covilhã					39	15,6	6,9
Freg de Covilhã Conceição	1, 51%	1, 8099 ouvriers textiles	50,9	15,3	43,8	11,7	13,4
Freg de Covilhã S Martinho			55,3	11,1	49,7	16,4	5,5
Freg de Covilhã S Pedro			42	12,2	41,2	13,1	5,4
Freg de Covilhã Santa Maria			47,3	13,3	44,9	16,1	5,1
Moy Covilhã / suffrs exprimés			50	13,5			
Freg de Aldeia de Carvalho	2, 22%	0 ouvrier, ils travaillaient à Covilhã et Canhoso.	56	11,3	46	11,7	13,4
Freg de Teixoso	3, 13%		51	9,1	42,7	11,6	3
Freg de Tortosendo	4, 7%	3, 1115 ouvriers textiles	28,7	41,1	30,2	42,3	3,5
Freg de Canhoso	5, 5%	2, environ 1100 ouvriers textiles, 0 avant 1973	N.Disp	N.Disp	N.Disp	N.Disp	N.Disp
Freg de Unhais	6, 2%	4, environ 539 ouvriers textiles			36,5	13,8	3,2

Les législatives de 1976 ont montré que le Parti Socialiste, bien que réintroduit tardivement, était parvenu à devenir le 1<sup>er</sup> parti du pays sous l'impulsion de Mario Soares, en partie au détriment du Partido Comunista Português car il a séduit de nombreux ex-sympathisants communistes ou opposants dont l'activité était directement ou indirectement associée au Parti, comme c'était le cas de ceux du CDE.

Dans le concelho de Covilhã, les scores du PSP sont nettement supérieurs, à 14-15% au dessus de la moyenne nationale. Quant aux résultats du PC, conformes à la moyenne portugaise, ils atteignent 41,1% à Tortosendo.

Aux élections locales de décembre 1976, dans le concelho de Covilhã, le nombre de votes obtenus par le PCP et l'extrême-gauche sont en augmentation par rapport au scrutin national d'avril. Les scores du PS sont en baisse sensible. La principale explication réside dans le fait que les électeurs ont eu à élire des candidats connus et proches. Ceux qui bénéficiaient de la plus grande notoriété étaient, à Covilhã plus souvent qu'ailleurs, issus de la résistance à la dictature et leur candidature bénéficiait d'un enracinement en milieu ouvrier depuis des années. D'ailleurs, une part très significative des candidats des trois mouvances politiques reportées dans le tableau était composée d'ouvriers textiles. Tortosendo se distingue une nouvelle fois et c'est un trait politique qui dure encore aujourd'hui.

Le haut niveau des scores de la gauche est attribuable à l'audience des partis qui la composent auprès du milieu ouvrier, mais il est aussi en partie imputable au travail de terrain effectué depuis des décennies par les communistes et les démocrates à Covilhã. Dans une certaine mesure, on peut y voir l'effet d'un comportement politique hérité du fort ancrage des luttes ouvrières et politiques.

On observe une corrélation entre la plus forte proportion d'ouvriers textiles résidant dans deux des quatre freguesias de Covilhã, Conceição et São Martinho et les très hauts niveaux des scores de gauche, autour de 71% des suffrages. Les freguesias rurales ont réservé aux deux partis de droite des scores plus élevés. Cette corrélation est presque générale. A l'opposé de Tortosendo, Unhais se singularise, mais par la courte majorité qu'elle a offert à la gauche. Cette petite ville textile est très excentrée dans le concelho. Adossée à la montagne, elle se trouve à une vingtaine de km de Covilhã, au bout d'une route en cul de sac. Elle ne possédait qu'une usine, l'une des plus grandes de la région. Le contrôle patronal était fort, la surveillance policière presque inutile. Cette configuration n'a pas facilité l'implantation des mouvements d'opposition. Hormis une lutte ouvrière massive et tendue de plusieurs mois en 1969 contre l'augmentation du nombre de machines par travailleur, il n'a pas été possible d'y découvrir d'autre mouvement d'importance ou ne serait-ce qu'un militant communiste. Le bourg était un quasi-désert militant.

### **A Guimarães :**

Données issues du recensement de 1970

Résultats élections locales 12/12/76, pour la Chambre du

<sup>19</sup> D'après les fichiers du syndicat et de deux entreprises qui étaient situées à Covilhã.

<sup>20</sup> D'après une enquête de la corporation des industries lainières de décembre 1962.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

	Concelho			
	% actifs secteur 2re	% PSP	% PCP	% Extr gauche
SELHO S JORGE	84	32,2	15,4	5,07
BRITO	86	22,8	7,56	1,02
GONDAR	86	30,75	24,9	2,04
VERMIL	86	5,73	2,02	0,84
INFIAS	87	32	7,51	0,97
LORDELO	87	38,7	12,7	2,58
CANDOSO S MARTINHO	89	28,5	16,8	4,59
GUARDIZELA	89	47,4	15,85	1,57
RONFE	89	25,4	2,51	3,58
SELHO S CRISTOVAO	89	35,4	13	1,96
SERZEDELO	89	32	25,55	6,04
CONDE	90	39,6	26,4	1,77
GANDARELA	90	15,4	35,4	4,38
AIRAO STA MARIA	91	24,4	4,85	3,2
MOREIRA DE CONEGOS	91	32,65	33,9	1,87
MOY CONCELHO DE GUIMARAES	71,5	31,5	11,6	3,3
MOY 15 FREGS 2re > 83%	Ces 15 freguesias représentent 25,6% de la population du concelho. Vermil = 0,86%			
DELAES	?	37,1	19,4	2,87
RIBA DE AVE	?	26,4	25,5	9,67
MOY CONC FAMALICAO	?	27,3	11,4	2,84

Faute de connaître les effectifs des usines textiles de chacune des freguesias, ce tableau reprend les résultats électoraux des 15 qui présentaient en 1970 le plus fort taux d'industrialisation des actifs. Un biais est introduit. Il nous fait prendre en compte une proportion faible, mais inquantifiable à partir des données dont nous disposons, d'ouvriers couteliers ou cordonniers, autres spécialités industrielles du concelho.

Ces localités à forte concentration ouvrière ont donné au PCP un score supérieur à la moyenne nationale et qui serait de 17,3% sans Vermil. Toutefois, si l'on paramétrait les résultats en fonction du nombre d'inscrits sur les listes électorales ou plus simplement en se basant sur le nombre d'habitants, le score serait encore plus élevé. Par exemple, la moyenne des scores communistes de Gondar, Serzedelo et Moreira de Conegos est de 28,1% alors que ces 3 freguesias représentent à elles seules 29% de l'ensemble sélectionné.

Si les communistes ont réalisé dans ces 15 freguesias très ouvrières des résultats tout à fait comparables à ceux des localités du même type à Covilhã et même peut-être supérieurs, on peut formuler trois hypothèses. Soit le Parti est parvenu à mobiliser durant la Révolution un prolétariat assez indifférent, soit il est parvenu à capitaliser une partie du travail de propagande effectué avant 1974, soit son audience a connu une régression comme à Covilhã. Nous opterons pour la 2<sup>e</sup>.

Si dans ces 15 freguesias, le PC pouvait s'appuyer sur un pourcentage d'ouvriers gagnés à sa cause comparable à ce que l'on a calculé pour Covilhã, il n'en était pas du tout de même pour l'électorat socialiste. Il réunit 29,1% des voix dans les 15 freguesias ouvrières des bords de l'Ave contre 41,7% dans les 6 du concelho de Covilhã si l'on exclu les zones socialement mixtes du chef-lieu. On peut probablement en conclure que les éléments ouvriers radicaux ont mal su orienter politiquement leurs collègues. Il y a eu de nombreux votes de rejet ou de défiance envers le Partido Comunista Português et de l'extrême-gauche qui se sont exprimés à droite, alors qu'à Covilhã, cela pouvait se faire en soutenant le PSP, à une époque où ces mouvances ne s'épargnaient pas les attaques violentes.

Cela est peut-être lié à la plus faible pénétration de l'opposition démocratique en milieu ouvrier à Guimarães. Pendant de longues années, elle avait permis à Covilhã une démarche unitaire unissant toutes les mouvances et lancé des ponts entre elles avant qu'elles ne prennent leur indépendance avant la Révolution.

On peut néanmoins détecter un attachement spécifique, à la gauche en général et au PCP en particulier, des ouvriers vimaranenses. On peut lire aussi à travers ces élections un effet de la sociologie politique conservatrice du milieu microfondiaire renforcé par la puissance de l'Eglise dans le district de Braga.

Nous avons consacré 3 lignes du tableau aux deux localités du concelho de Famalicão proches de Guimarães où João Ribeiro et ses camarades communistes ont beaucoup milité. Il s'agit de Riba d'Ave où il vivait et animait une cellule, ainsi que de Delães, où il a cru pouvoir enlever la délégation du syndicat textile aux mains des salazaristes en 1970, avant de reporter son action avec succès sur le siège de Guimarães.

On y observe de très bons scores de gauche, respectivement 61,6 et 59,4% mais également d'excellents résultats communistes et d'extrême-gauche, 35,2 et 22,3% pour ce second ensemble. Il y avait donc

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

probablement ici aussi des bastions communistes sans pour autant qu'ils méritent l'appellation de *Vila Vermelha* pleinement justifiée à Tortosendo.

La politisation des ouvriers migrants de ce concelho devait être moindre, conformément aux caractéristiques électorales que l'on vient de détailler.

### **3 Politisation et émigration :**

#### **Les militants et les sympathisants des luttes politiques et ouvrières :**

Les plus investis dans le combat politique et syndical émigraient peu, à moins que leur engagement ait fini par les acculer à l'exclusion économique et sociale ou au risque d'emprisonnement.

Prenons en compte le fait qu'ils n'étaient pas les plus démunis. Tous les militants anarchistes et communistes étaient des lecteurs assidus de la presse clandestine, base, très souvent, de leur conscientisation. Ils étaient donc alphabétisés, avaient été scolarisés plus longtemps que la moyenne et jouissaient pour la plupart d'une qualification reconnue.

Parmi 84 militants et sympathisants communistes du concelho de Covilhã dont on connaît précisément la profession, 78 travaillaient à l'usine. 23 d'entre eux étaient employés, techniciens, cadres ou même de petits patrons.

Ils étaient intégrés économiquement, en capacité de cotiser, de faire des dons occasionnels aux épouses des détenus politiques ou aux organisations du Parti, d'acheter *o Avante*, *o Militante* ou *o Textil*, les plus investis finançaient même sur leur budget personnel les frais engendrés par leur militantisme. Très attachés à leur milieu social et professionnel auquel ils se dévouaient et dont ils recevaient des témoignages d'estime et de reconnaissance, ils projetaient leur avenir sur place. C'était chez eux qu'ils rêvaient de le conquérir, non pas à l'étranger.

Parmi 296 opposants covilhanenses repérés par la PIDE, seuls 8 ont émigré dont 2 sympathisants communistes, 5 militants parmi lesquels il y en avait 3 avec des responsabilités locales dans le Parti. Sur ces 8 départs, 3 étaient la conséquence directe ou indirecte des persécutions. Pourtant, environ 129 personnes ont été arrêtés à Covilhã entre 1937 et 1968 pour des motifs politiques et bien plus encore ont dû se faire très discrètes pour échapper au même traitement.

Tortosendo, *a Vila Vermelha*, offre une bonne illustration de la réticence à émigrer en milieu politisé. Employant 1115 travailleurs textiles au mois de décembre 1962, soit avant la vague de départ en masse, sur un total de 9914 dans le concelho, soit 11,25%, c'est seulement environ 7% de l'ensemble des émigrants textiles qui résidaient dans cette localité. La propension à émigrer était plus forte à Covilhã, 81,7% des actifs textiles et 91% des départs pour l'étranger, en intégrant à ce calcul les ouvriers logés à Aldeia de Carvalho, Teixoso et Canhoso, villes voisines qui ne comptaient aucune entreprise dans ce secteur avant le déménagement, en 1973, de la *Nova Penteação* de Covilhã vers un nouveau parc d'activités voisin. Pourtant, les unités lainières globalement archaïques de la *Vila Vermelha* offraient des salaires inférieurs et le bourg ne disposait pas des quelques services disponibles à 6-7 km. Il y avait à Tortosendo une solidarité ouvrière et des réseaux d'entraide plus étroits. La mobilisation dans les luttes donnait un supplément de sens à l'existence réinvesti sur place et entretenait l'espoir de l'amélioration de la condition ouvrière.

Dans le concelho de Guimarães, nous n'avons repéré qu'un militant communiste qui ait émigré.

Si les militants fuyaient essentiellement les persécutions politiques, ils s'installaient préférentiellement en région parisienne, principale base à l'étranger de l'opposition politique.

S'ils émigraient surtout pour des raisons économiques, c'était en suivant les réseaux d'émigration économique. Manuel Rosinha n'est pas parvenu à se réinsérer socialement et économiquement à la sortie de 3 ans et demi de prison autant qu'il l'aurait voulu. Malgré le soutien financier de ses camarades à son épouse durant sa détention, le foyer était dans la gêne et Manuel ne trouvait pas de travail stable assez bien payé. Il craignait également, mais de façon diffuse, qu'on l'inquiète à nouveau en raison de ses engagements. Surveillé de très près, il ne pouvait plus s'associer aux réunions, ni aux actions, sous peine d'attirer l'attention.

Il n'a pas fui une menace précise mais est allé chercher et trouver à Roubaix, d'abord le confort modeste des ouvriers français, et ensuite, un milieu où il pouvait laisser s'épanouir son besoin viscéral de lutter pour la dignité des ouvriers et du travail. Il a hésité entre la région parisienne et Roubaix où l'attendait un frère.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

### *L'ensemble des ouvriers :*

Les émigrants textiles ont-ils baigné dans l'ambiance politisée et revendicative dont l'impact se ressent sur les résultats des élections de 1976 ?

A Covilhã, indéniablement, même si les effectifs des migrants textiles dans chaque freguesia ne sont pas proportionnels au nombre d'ouvriers. On émigrerait moins fréquemment de Tortosendo, pour des raisons sociologiques et politiques. On partait aussi moins souvent d'Unhais, pour des raisons de contexte industriel local. La *Penteadora*, l'usine locale, se portait très bien et avait opté pour une stratégie de salaires plus élevés dans le but d'éviter un départ préjudiciable d'ouvriers vers le bassin d'emploi de Covilhã ou vers l'étranger. Son équipement qui n'avait pas à rougir de la comparaison avec les standards d'Europe du nord nécessitait des niveaux de qualification au dessus de la moyenne de la branche. L'entreprise était suffisamment attractive et isolée pour garder ses ouvriers.

Les ouvriers du concelho partaient beaucoup de Covilhã et des communes limitrophes, mais les usines concentrées dans le chef-lieu, ses cafés, ses associations récréatives, le syndicat, les principaux lieux de sociabilité ouvrière, ont été transformés en centres de propagande au fil des années 1960. Les communistes avaient une démarche systématique dans toutes les entreprises qu'ils se répartissaient entre eux afin d'y créer des foyers de contestation.

Les émigrants textiles vimaranenses étaient-ils peu ou pas politisés avant leur départ ? Les sources ne permettent pas de l'affirmer ou de l'infirmier.

Ils avaient au moins une certaine conscience de classe et ressentaient fréquemment une indignation face à leurs conditions de vie.

Il n'en reste pas moins qu'il est certain que la politisation de ces migrants était moindre qu'à Covilhã, mais bien supérieure à celle des petits paysans frustrés du val de l'Ave débarqués à Roubaix ou Tourcoing.

### **Sanctions patronales et émigration :**

Les innombrables sanctions infligées par les contremaîtres nourrissaient en particulier un profond sentiment d'injustice.

Les exemples suivants ont été collectés dans le fichier du personnel de la *Nova Penteação*, la plus grande usine du concelho de Covilhã et l'une des mieux gérées. Le régime n'y était pas tyrannique si on le compare à ce qui se passait dans les unités de taille moyenne. Suffisamment dotée de facteurs de compétitivité techniques et organisationnels, une discipline de fer n'y était qu'une condition marginale de productivité. Et pourtant...

1960 : licenciement d'un ouvrier sans indemnité après qu'on eut trouvé dans le sac de son épouse 5 bobines.

1962 : huit jours de mise à pied pour absence trop longue aux toilettes.

1963 : trois jours pour une plaisanterie au réfectoire.

1964 : deux jours pour avoir introduit dans un atelier de la limonade et un quignon de pain.

1967 : deux jours pour s'être assise pendant le travail, 6 jours pour avoir lu une lettre.

1968 : deux jours pour être allée aux toilettes sans avoir préalablement rempli une fiche, trois jours pour avoir travaillé en écoutant la radio.

Dans l'entreprise, le record de sanctions sans licenciement a été détenu, dans les années 1960, par une ouvrière mise à pied 40 jours en 5 ans. Le nombre moyen de jours de sanction par année dans l'entreprise d'une ouvrière qui a émigré était de 0,67.

Parmi ceux et celles qui ont émigré : - les ouvriers n'ayant jamais été mis à pied ou une seule fois étaient restés 7,32 années dans l'entreprise (n=154).

- ceux qui avaient écopé de 10 à 14 jours, 8,34 années (n=37).

Les sanctions semblent avoir précipité l'émigration de ceux qui se sont sentis régulièrement lésés, ceux-là mêmes dont on peut supposer qu'ils estimaient qu'ils seraient mieux ailleurs... sauf dans une autre entreprise de la région car celle-là était réputée pour offrir les meilleurs salaires.

Manuel Rosinha, tisserand communiste, Fernando Alves, régleur-ajusteur peu politisé, ont émigré après avoir subi des brimades dans leurs entreprises. C'était un facteur déclencheur.

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Il en était de même à Guimarães et alentours.

João Ribeiro, ancien responsable du personnel de la Coelima de Pevidém, usine qui s'affichait encore en 1989 au 105<sup>e</sup> rang portugais des entreprises classées par actif décroissant, connaît parfaitement le phénomène. Il fut communiste et syndicaliste. Contremaître dès 1963 et chef du personnel jusqu'à sa retraite en 1992, il prétend n'avoir jamais sanctionné que pour des fautes professionnelles lourdes. Dans ce cas, il demandait le licenciement. Il n'aurait jamais infligé d'autre sanction et dénonçait de façon constante les abus de pouvoir dans les autres entreprises en tant que syndicaliste. Cela ne l'a pas empêché de donner toute satisfaction à sa direction. On peut donc en conclure qu'un bon meneur d'hommes à la tête d'un atelier rationnel n'avait que rarement le besoin réel d'user de ses pouvoirs coercitifs. Marcel Lepoutre, industriel textile roubaisien n'a eu de cesse, dans les petites monographies qu'il a publiées après sa retraite sur les Portugais, de louer leur discipline et leur sérieux.

Par conséquent, il est fort probable que les émigrants, même ceux qui auraient pu échapper à la propagande d'opposition, aient eu conscience des injustices, sans forcément étendre cette prise de conscience à l'ensemble du régime et de la société qu'ils quittaient. L'esprit de classe étaient un fondement de la politisation ouvrière.

#### **4 Manifestations de la politisation spécifique des ouvriers textiles de Guimarães et de Covilhã installés dans l'arrondissement de Lille :**

L'énorme majorité des ouvriers textiles de Covilhã et Guimarães installés dans l'arrondissement de Lille ne répondait pas aux critères de l'émigration politique. Il n'en reste pas moins qu'une petite minorité d'entre eux était composée d'anciens militants et qu'une majorité était politisée au sens où ils manifestaient avant leur départ une forte conscience de classe, se lamentaient de leurs conditions de vie et de travail, dénonçaient l'*Estado Novo*.

Il n'y eut pas de commune mesure entre les luttes dans lesquelles se sont illustrés des immigrés portugais en région parisienne sur la question des bidonvilles ou au moment de mai 1968 et leur investissement militant à Lille-Roubaix-Tourcoing. Peut-être avaient-ils moins de motifs. Pas de bidonville, quelques baraques tout de même, peu de marchands de sommeil. Leurs luttes dans la région pouvaient moins être portées par des enjeux ou des mouvements d'ampleur nationale. Les Portugais du Nord étaient surtout susceptibles de s'illustrer dans les conflits du travail, dans les revendications de libertés et de facilités pour leurs associations, dans celles pour l'application des programmes d'enseignement du portugais aux enfants.

Leur activité associative a été étudiée en détail. Il firent la démonstration d'un grand dynamisme associatif à Roubaix. On a presque constamment analysé ce phénomène à la lumière du fait communautaire, on y a vu la construction d'un entre-soi, d'un « petit-Portugal » marqué au sceau de traits locaux ou plus nationaux si les origines étaient mélangées, mais toujours empreints de ruralité.

Certes, mais on a un peu trop négligé de se pencher sur certains phénomènes qui, dans les lieux d'origine, pourraient peut-être fournir des explications supplémentaires.

La sociabilité villageoise ou de quartier et la transplantation ou l'imitation de ses liens en France ont été bien mis en évidence.

Mais la sociabilité ouvrière, la solidarité de classe ou celle, plus limitée, du métier ?

On s'y est peu intéressé car on connaît très mal l'histoire ouvrière locale sous l'*Estado Novo*, sujet très ardu en raison de la clandestinité, renforcée par la censure des médias. La plupart des actions, à part quelques coups d'éclat et les mouvements de masse, se déroulaient dans la discrétion. Si jamais l'une d'entre elles avait un écho local, celui-ci était vite étouffé par la censure ou l'auto-censure des journalistes et des soutiens du régime. La lecture de dizaines d'exemplaires de journaux locaux qui composaient avec la dictature ou se mettaient à son service comme le *Notícias de Guimarães* ou le *Notícias da Covilhã* n'apporte pas ou peu d'information sur des événements aussi importants dans le contexte de l'époque que les grèves, les élections syndicales et les arrestations. La presse clandestine, essentiellement communiste, était limitée à une distribution réduite, puis détruite rapidement ou cachée dans des endroits qui ne garantissaient pas une bonne conservation. Même le siège lisboète du Partido Comunista Português n'a pas pu reconstituer les collections complètes de toutes ses publications. La Bibliothèque ou les Archives nationales n'en disposent pas.

L'arrondissement de Lille présente quelques communes ou quartiers d'accueil caractérisés par des regroupements par origine locale et professionnelle à identité forte. Les Covilhanenses à Pérenchies ou les

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Vimaranenses à Roubaix, par exemple. Lorsque ces ouvriers textiles se présentaient à l'embauche, on leur demandait rapidement d'où ils venaient. Si c'était de l'un de nos deux concelhos, ils comprenaient vite qu'ils étaient les bienvenus, pour peu que l'on ait besoin d'eux.

L'originalité de l'immigration portugaise à Lille-Roubaix-Tourcoing réside dans l'étroite adéquation entre caractéristiques des milieux d'origine et d'arrivée.

Ce qu'ils étaient et apportaient avec et en eux pouvait facilement être réinvesti et directement opérant, dans les limites évidentes des difficultés d'adaptation externes à ce qui les caractérisait en tant que tisserand de Guimarães porteur d'une histoire et de références personnelles et collectives.

Les associations culturelles, récréatives ou sportives roubaisiennes ne ressemblaient-elle pas au *Grupo Instrução e Recreio Campos Melo*, au *Unidos Futebol Clube do Tortosendo*, au *Sporte Clube da Covilhã* ? Elles avaient su rester des associations « de classe » malgré le corporatisme et ont été transformées dans les années 1960 en centres d'appui aux luttes. Même s'il y eut assez peu de luttes portugaises dans le Nord, on doit retrouver des traits communs. C'est un travail qui reste à faire.

José Galdes est originaire de Aldeia de Carvalho, à la limite nord-est de Covilhã et vit à Roubaix depuis 1969. Il n'a jamais milité au Portugal mais, à son arrivée en France, il était porteur d'une forte conscience ouvrière, « de classe » aurait-on dit à Covilhã, mâtinée d'une hostilité envers l'*Estado Novo* qu'il avait encore des difficultés, 26 ans après la Révolution, à ne pas manifester même quand l'entretien ne portait pas sur ce sujet : « A l'époque, en 69, c'était très facile. On venait sans papiers. [...] Et puis un jour, je me suis retrouvé à Tours, département de... ? J'étais là avec des copains. Aucune difficulté, pas de police, pas de PIDE, c'est une bande de salopards ça. Faut les tuer ces mecs. »<sup>21</sup>

L'adéquation entre les deux milieux a permis aux militants avérés dont la présence en France n'était pas sans rapport avec les conséquences de la répression policière ou patronale, de poursuivre ou reprendre leur activité militante très facilement. Bien implantés dans le milieu d'origine comme dans celui d'arrivée, les deux « partis frères » collaboraient entre eux et soutenaient les militants qui souhaitaient le faire. La CGT soutenait également le Partido Comunista Português.

Manuel Carvalho Rosinha fut l'éphémère responsable du réseau communiste des *Beiras*, vaste région au centre du Portugal. Deux années et demi, environ, après sa libération, il vient s'installer à Roubaix auprès de son frère qui, lui, était un véritable immigré politique.

Les militants, comme lui, qui sont arrivés poussés par les persécutions ou leurs conséquences, rayonnaient bien au-delà du groupe des natifs de la même origine ou des personnes sensibles aux causes qu'ils défendaient. Chassés de chez eux en raison de leur combat altruiste et après avoir souffert comme les autres de la condition ouvrière portugaise, aux yeux de presque tous, ils avaient été victimes deux fois. Certains ont pu éprouver une petite culpabilité en apprenant la durée totale de détention de M. Rosinha, alors qu'ils ne s'étaient jamais engagés. Ce sentiment a été renforcé au début de la Révolution par le constat selon lequel la lutte valait finalement la peine. Ce constat devenait de plus en plus équivoque au fur et à mesure que l'instabilité du pays semblait menacer les intérêts personnels des immigrés, comme les projets de réforme agraire ou la dévalorisation de leur épargne en escudos.

Ces militants étaient singuliers et jouissaient d'une notoriété. Chacun était amené à se positionner par rapport à eux, en fonction de valeurs ou de comportements, des origines locales, des éventuelles parentés familiales.

José Galdes, bien que n'ayant jamais été communiste, était de ceux qui avaient besoin de rattacher leur propre histoire à celle des militants dont certains étaient ses amis.<sup>22</sup>

« Les communistes, les communistes...[...] Avant le 25 avril, personne ne disait rien. C'est après qu'ils disent qui ils sont. Un vrai communiste, il ne le dit pas. Il vote. J'en ai vu parce que je suivais les gens de près. On a fait des manifs, on a fait des drapeaux [...]. Je connaissais les gens qui les faisaient, les durs, les vrais, là-bas. Moi, j'étais surveillé par les flics, sauf que je pratiquais pas. Donc ils ne pouvaient pas m'arrêter. [...] A cause

---

<sup>21</sup> Entretien avec José Galdes et Aníbal Canaveira, Roubaix, 10/07/2000.

<sup>22</sup> idem

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

de moi, ils pouvaient trouver quelqu'un. Une fois, j'ai été arrêté, je ne sais pas pourquoi. [...] J'étais pas courageux parce que je me suis sauvé. »

Une fois en France et au contact de militants covilhanenses venus à Roubaix, M Geraldès s'est reproché de ne pas avoir été des leurs. Il lui arrive d'évoquer son départ comme une lâcheté.

Lorsqu'ils s'engageaient à Lille-Roubaix-Tourcoing, ils suscitaient des prises de positions ou des vocations tout en créant du lien communautaire.

Manuel Rosinha est entré à la CGT après seulement quelques mois de filature à Roubaix. Sa connaissance de quelques rudiments de français appris en prison l'aidaient. Dans les deux années qui ont suivi sont arrivées en 1970, il est rapidement devenu délégué du personnel, délégué syndical puis représentant syndical au Comité d'Entreprise. Ayant pris goût rapidement à la liberté syndicale, il s'essaya à l'organisation de grèves en 1974-75. Parallèlement, il militait au PCF qu'il a intégré au même moment que la CGT. Cela lui a permis de participer, de longues années durant, aux activités d'une cellule uniquement composée de Portugais. Peu militaient au PC à Lille-Roubaix-Tourcoing, par conséquent, il devait participer aux réunions à 23 km de chez lui, à l'extrême ouest de la conurbation, alors qu'il vivait à la frontière belge. Lui et ses camarades tenaient le stand des communistes Portugais du Nord à la fête régionale du Parti, ainsi qu'à la Fête de l'Humanité. L'argent collecté par leur stand était partiellement envoyé au Partido Comunista Português. On envoyait aussi, mais plutôt aux membres des cellules locales, de la propagande, des livres, des tracts, des traductions, des articles à publier dans la presse du Parti. Au nom du Parti mais aussi en dehors, M. Rosinha développa des réseaux d'entraide, d'appui aux revendications collectives des Portugais ainsi qu'aux démarches administratives individuelles.

Aníbal Canaveira, originaire lui aussi du concelho de Covilhã, est le beau-frère de Manuel : « J'avais un beau-frère qui es venu avant moi.[...] Ici, je suis tout seul dans la région. La seule famille que j'ai, c'est Manuel Rosinha [...] Il s'est battu pour des questions de dictature. Quand je suis arrivé en France, je faisais partie du PCP. [...] Ici, j'ai même été au PCF. J'ai faisais les deux. J'ai faisais ici le journal *Liberté* et je faisais *Avante* et le *Diário de Portugal*. C'est moi qui faisais ici. J'allais le chercher à la Maison du Peuple à Croix. C'est là qu'on déposait tous les journaux. Les journaux portugais, c'est là que j'allais les chercher avec un mobylette et après je les donnais aux gens. »<sup>23</sup>

Bien qu'il distribuât l'*Avante*, l'*Humanité* portugaise, il évitait le prosélytisme afin de ne pas créer de dissensions parmi les Portugais et parce que les enjeux à Lille-Roubaix-Tourcoing ne dictaient que peu d'impératifs militants. Toutefois, entre militants et immigrés non investis dans une cause comme José Geraldès, des passerelles ont pu être tendues facilement dès qu'il s'agissait d'événements majeurs comme la *Révolution des Œillets* ou les plans-sociaux du textile.<sup>24</sup>

« - Vous parliez du Partido Comunista Português ?

A. Canaveira : Non, personne ne parlait de ça. Une fois, il y a eu une histoire que lui, pour faire une échelle, il fallait une petite échelle pour aller mettre le drapeau au consulat portugais [de Lille] au 1<sup>er</sup> mai parce qu'ils ne mettaient pas le drapeau [rouge].

J. Geraldès : Mai 1975, j'ai fait une échelle pour monter au consulat.

A. C. : Et la police est arrivée. Le moment, là, il y avait une dizaine [...] de Portugais qui manifestaient pour le drapeau.

J. G. : [...] On a fait un drapeau.

A. C. : Ma femme, elle a donné une jupe rouge.

J. G. : Une jupe et [...] un morceau de rideau qu'on a chipé à quelqu'un. On a fait un drapeau, on a cousu.

A.C. : Parce que le consulat, il se foutait de nous. [...]

---

<sup>23</sup> idem

<sup>24</sup> idem

présenté lors de la séance de février 2005 du séminaire d'histoire sociale de l'immigration (ne pas citer)

Le consul salazariste était encore en poste en 1975. Un groupe mixte de militants communistes et de personnes sans affiliation précise, ni intérêt pour la politique déclaré, mais composé surtout de Covilhanenses, avait tenté d'obtenir de lui des gages d'allégeance révolutionnaire, tout en réglant quelques vieux contentieux. D'après le témoignage même de la plus ancienne secrétaire du consulat recueilli en 2000, le comportement du consul et de ses adjoints était odieux, surtout envers les émigrés économiques venus clandestinement. Les tensions politiques internes à la société portugaise ont été partiellement importées à Lille-Roubaix-Tourcoing par le biais des militants politiques immigrés, par celui de l'aversion très partagée envers l'*Estado Novo*, ainsi que par le conservatisme des prêtres portugais et les consuls aux ordres.

## **Conclusion**

Dans le cadre de ma thèse dont les thèmes sont bien plus vastes que cet exposé, il me reste à effectuer une étude statistique sur les pratiques militantes des immigrés portugais dans l'arrondissement de Lille, notamment au sein de la CGT et du PCF.

Avec l'appui de quelques récits de vies ou simples entretiens supplémentaires, ou bien d'une enquête par

- quotas, il devrait être possible de :
- repérer le plus possible d'immigrés qui militaient au Portugal
  - quantifier le nombre de militants à Lille-Roubaix-Tourcoing
  - dresser la typologie des investissements associatifs, politiques, et syndicaux qui relèvent de la dynamique communautaire ou non
  - comprendre si dans le cas des Covilhanenses et des Vimaranenses, ce fut une continuation sous une autre forme ou sous la même de leur investissement au Portugal
  - évaluer si l'origine locale est un déterminant majeur
  - apporter un éclairage différent aux études du communautarisme

Les villes textiles du Nord qui ont accueilli un nombre important d'ouvriers textiles de Guimarães et Covilhã ont représenté dans le marché international du travail un exemple de bonne adéquation, voir même de complémentarité, si l'on considère le cas très spécifique des grosses entreprises textiles portugaises.

Dans cette configuration, le réinvestissement en France de compétences, de valeurs et l'activation ou la création de réseaux professionnels locaux ou militants furent facilités.

On connaît mal l'histoire ouvrière portugaise sous l'*Estado Novo* et on a sous-évalué pour la province, l'étude de la conscience et des comportements politique des immigrants.